

LES WHISTLEBLOWERS OU «DONNEURS D'ALERTE» (2^e Partie et fin)

La loi algérienne ne garantit pas la protection des dénonciateurs et des victimes de la corruption

Certaines dispositions de la loi algérienne de prévention et de lutte contre la corruption dissuadent les donneurs d'alerte en mettant en avant et en privilégiant la notion de dénonciations calomnieuses. Il faut à tout prix dissuader les victimes de la corruption d'agir : le système gangréné par la corruption se protège. Mais c'est compter sans la détermination de plus en plus de citoyens de ne plus se taire, et les exemples abondent de toutes les régions d'Algérie, même si très souvent les représailles sont systématiques.

Dans le processus de transposition en droit interne de la Convention des Nations unies de 2003 contre la corruption, le gouvernement algérien, à travers la loi de prévention et de lutte contre la corruption du 20 février 2006 (voir JO n°14 du 8 mars 2006), a choisi de tourner le dos à la recommandation onusienne sur la protection des «donneurs d'alerte». Il a préféré dissuader les dénonciateurs en mettant surtout en avant la notion de «dénonciations calomnieuses» et de leur répression. Les dispositions de l'article 32 de la Convention des Nations unies, évoquées dans l'article ci-contre, ne figurent pas du tout dans la

loi algérienne de prévention et de lutte contre la corruption. Sur la notion de protection des dénonciateurs et des victimes de la corruption, la loi algérienne relative à la prévention et à la lutte contre la corruption est en retrait par rapport à la Convention des Nations unies de 2003 contre la corruption.

A titre d'exemple, l'article 45 de cette loi est intitulé «De la protection des témoins, experts, dénonciateurs et victimes», alors que le contenu de l'article est muet à ce sujet. «Est punie d'un emprisonnement de 6 mois à 5 ans et d'une amende de 50 000 DA à 500 000 DA, toute personne qui recourt à la vengeance,

l'intimidation ou la menace, sous quelque forme que ce soit et de quelque manière que ce soit, contre la personne des témoins, experts, dénonciateurs ou victimes ou leurs parents ou autres personnes qui leur sont proches.»

L'action citoyenne est en marche

Par contre, tout de suite après, l'article 46 intitulé «De la dénonciation abusive» est très clair, gare à celui qui osera dénoncer des cas de corruption : «Est puni d'un emprisonnement de 6 mois à 5 ans et d'une amende de 50 000 DA à 500 000 DA, quiconque aura, sciemment, et par quelque moyen que ce soit, fait une

dénonciation abusive sur les infractions prévues par la présente loi aux autorités compétentes, contre une ou plusieurs personnes.» Plus grave encore, l'article 47 est en total porte-à-faux avec les 2 articles précédents, intitulé «De la non-dénonciation des infractions», le législateur faisant alterner le froid et le chaud, et même le très brûlant : «Est punie d'un emprisonnement de 6 mois à 5 ans et d'une amende de 50 000 DA à 500 000 DA, toute personne qui, de par sa fonction ou sa profession, permanente ou provisoire, prend connaissance d'une ou de plusieurs infractions prévues à la présente loi, et n'informe pas à temps les autorités

publiques compétentes.» Ce magma de contradictions et de dissuasions à dénoncer la corruption traduit, s'il était besoin encore de le démontrer, que les pouvoirs publics ne font pas preuve de volonté politique à lutter contre la corruption. Mais la vague de dénonciations de cas de corruption avérés continue de déferler quel qu'en soit le prix pour tous ceux qui ont eu le courage de s'inscrire dans ce combat pour la transparence et la démocratie. Le combat pour la vie et les libertés. Les lois et les systèmes les plus répressifs ne pourront pas venir à bout de cette nuée de donneurs d'alerte.

Djilali Hadjadj

À QUAND L'INSTALLATION DU CONSEIL CONSULTATIF SUR LA LUTTE ANTI-CORRUPTION

AU SEIN DE L'UNION AFRICAINE ?

Les États membres tardent à envoyer leurs candidatures

La Commission de l'Union africaine, dans un communiqué qui vient d'être rendu public, voudrait appeler l'attention des États membres que la Convention de l'Union africaine relative à la prévention et à la lutte contre la corruption, adoptée à Maputo (Mozambique) en juillet 2003, est entrée en vigueur le 5 août 2006. La commission appelle l'attention des États membres sur l'article 22 de cette convention qui traite du mécanisme de suivi et qui préconise la mise en place d'un comité consultatif de 11 membres au sein de l'Union africaine.

La commission informe les États membres que l'élection des membres du comité, initialement prévue au cours de la douzième session ordinaire du conseil exécutif qui vient de s'achever en janvier 2008 à Addis-Abeba (Ethiopie), n'a pas pu avoir lieu en raison de l'insuffisance du nombre de candidatures proposées par les États-parties. En conséquence, l'élection se déroulera lors de la pro-

chaine session ordinaire du conseil exécutif prévue pour fin juillet 2008. La commission invite donc les États-parties à lui communiquer leurs candidatures accompagnées du CV des candidats, au plus tard le 30 avril 2008. Les prérogatives de ce comité consultatif sont définies par l'article 22 de cette convention. Il est très probable que le gouvernement algérien — s'il ne l'a pas déjà fait —, propose une candidature pour ce comité, candidature qui sera retenue ne serait-ce que pour des critères géographiques ; au titre du Maghreb. Est-ce que ce candidat algérien sera un haut fonctionnaire au moins intègre, même s'il n'est pas très compétent ?

D. H.

Pour en savoir plus sur la Convention de l'Union africaine (UA) contre la corruption et sur cet appel à candidatures, il faut consulter le site Internet de l'UA <www.africa-union.org>

PUBLICATION AUJOURD'HUI DU RAPPORT 2008 SUR LA TRANSPARENCE DES REVENUS DES COMPAGNIES GAZIÈRES ET PÉTROLIÈRES La Sonatrach et l'Algérie y figurent

Aujourd'hui 28 avril sera rendu public le rapport 2008 sur la transparence des revenus des compagnies gazières et pétrolières. Ce rapport, élaboré par les ONG Transparency International et Revenue Watch Institute, utilise une série d'indicateurs fiables pour mesurer et comparer le degré de transparence des revenus qu'affichent actuellement une sélection d'entreprises de l'industrie du gaz et du pétrole. 42 entreprises, dont Sonatrach, opérant dans 21 pays, dont l'Algérie, sont incluses dans ce rapport sur les entreprises.

L'élaboration et la publication de ce rapport font partie d'un projet «Promouvoir la transparence des revenus (PTR)» — à l'initiative des ONG Transparency International et Revenue Watch Institute — qui a trois objectifs spécifiques qui ajoutent de la valeur aux initiatives en faveur de la transparence des revenus en

vigueur, et en particulier à l'EITI (Initiative pour la transparence dans les industries extractives) :

1. mesurer les performances en matière de transparence des revenus et diagnostiquer les domaines à améliorer ;
2. développer des normes globales pour la transparence des revenus ;
3. soutenir l'utilisation des normes et la mesure des performances en matière de transparence des revenus par les entreprises, les agences de notation, les investisseurs, les régulateurs gouvernementaux et la société civile.

Pour prendre connaissance de ce rapport 2008 (version complète en anglais et résumé en français), il faut consulter le site web <www.transparency.org>, à partir du 28 avril 2008, 10h30, heure algérienne.

ÉTAT PRÉDATEUR ET POUVOIR PERSONNEL

Le népotisme tous azimuts

Faut-il rappeler que la définition la plus couramment acceptée de la corruption est l'abus d'une position publique en vue d'un intérêt privé ? La banalisation de la corruption en Algérie, la déliquescence et la criminalisation de l'Etat, la privatisation interne de la bureaucratie ont favorisé le développement d'une corruption à la fois systématique et généralisée liée à la nature néopatrimoniale de l'Etat algérien. L'Etat néopatrimonial est une sorte d'Etat avorté et la corruption lui est consubstantielle. Il repose sur le pouvoir personnel. Cette notion est un prolongement de la notion de domination traditionnelle patrimoniale qui repose sur l'idée de confusion du public et du privé dans un contexte de «légitimité» traditionnelle. Si les ressources viennent à manquer ou

qu'elles ne sont pas judicieusement redistribuées, l'instabilité menace. L'Etat se transforme en Etat prédateur, utilisant la force uniquement pour se maintenir au pouvoir et en extraire tous les bénéfices possibles. Dans le contexte algérien, diverses pratiques de corruption-échange social sont monnaie courante, qu'il s'agisse du népotisme, du clientélisme, du copinage ou encore du «tribalisme». Le népotisme renvoie à la prégnance des relations de parenté au sein de la famille étendue, qui impose à l'acteur public — un wali par exemple —, de faire profiter les membres de sa parentèle de son accès privilégié aux ressources publiques.

D. H.

LES RECOMMANDATIONS DE LA CONVENTION DES NATIONS UNIES DE 2003 CONTRE LA CORRUPTION N'ONT PAS ÉTÉ RESPECTÉES PAR L'ALGÉRIE

Même la notion de «bonne foi» y figure

la Convention des Nations unies contre la corruption (Uncac) a été ratifiée par l'Algérie, par décret présidentiel, et a été publiée au *Journal Officiel* (n°26 du 25 avril 2004). L'Uncac n'évoque pas du tout la notion de dénonciations calomnieuses, notion qui dans des pays de non-droit serait plutôt une sorte de protection des corrupteurs et des corrompus.

Dans son article 32, intitulé «Protection des témoins, des experts et des victimes», il est écrit :

«1. Chaque Etat-partie prend, conformément à son système juridique interne et dans la limite de ses moyens, des mesures appropriées pour assurer une protection efficace contre des actes éventuels de représailles ou d'intimidation aux témoins et aux experts qui déposent concernant des infractions établies, conformément à la présente Convention et, s'il y a lieu, à leurs parents et à d'autres personnes qui leur sont proches.

2. Les mesures envisagées au paragraphe 1 du présent article peuvent consister notamment, sans préjudice des droits du

défendeur, y compris du droit à une procédure régulière :

- à établir, pour la protection physique de ces personnes, des procédures visant notamment, selon les besoins et dans la mesure du possible, à leur fournir un nouveau domicile et à permettre, s'il y a lieu, que les renseignements concernant leur identité et le lieu où elles se trouvent ne soient pas divulgués ou que leur divulgation soit limitée ;
- à prévoir des règles de preuve qui permettent aux témoins et experts de déposer d'une manière qui garantisse leur sécurité, notamment à les autoriser à déposer en recourant à des techniques de communication telles que les liaisons vidéo ou à d'autres moyens adéquats.

3. Les États parties envisagent de conclure des accords ou arrangements avec d'autres États en vue de fournir un nouveau domicile aux personnes mentionnées au paragraphe 1 du présent article.

4. Les dispositions du présent article s'appliquent également aux victimes lorsqu'elles sont témoins.

5. Chaque Etat partie, sous

réserve de son droit interne, fait en sorte que les avis et préoccupations des victimes soient présentés et pris en compte aux stades appropriés de la procédure pénale engagée contre les auteurs d'infractions d'une manière qui ne porte pas préjudice aux droits de la défense. Ces dispositions de l'article 32 ne figurent pas du tout dans la loi algérienne de prévention et de lutte contre la corruption. Mieux encore, l'Uncac traite dans son article 33, de la «protection des personnes qui communiquent des informations» : «Chaque Etat-partie envisage d'incorporer dans son système juridique interne des mesures appropriées pour assurer la protection contre tout traitement injustifié de toute personne qui signale aux autorités compétentes, de bonne foi et sur la base de soupçons raisonnables, tous faits concernant les infractions établies conformément à la présente Convention». Le lecteur aura noté la notion de bonne foi : là aussi, la loi algérienne ne l'évoque pas du tout.

D. H.

A nos lecteurs

Le «Soir Corruption» du 21 avril 2008 n'est pas paru pour des raisons d'abondance de matière. Toutes nos excuses à nos lecteurs.

LE DÉBAT
EST OUVERT

«Le Soir Corruption» peut être joint par voie postale : Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption»
Maison de la presse, 1, rue Bachir-Attar, Alger Internet : soir_corruption@hotmail.com